

Enquête exploratoire

Le vécu des enfants et adolescents de 11 à 17 ans en Suisse romande par rapport au COVID-19 et aux mesures associées (semi-confinement)

Daniel Stoecklin et Ludivine Richner

16 juin 2020

Introduction

Le but de notre enquête exploratoire était d'arriver à une analyse qualitative du vécu d'enfants et jeunes de 11-17 ans à propos de la pandémie de Covid-19 dans les cantons romands. Cette enquête n'est pas à proprement parler un sondage (dont la représentativité se mesure par la relation entre l'échantillon et la population représentée), elle est une première étape d'une démarche qualitative. Celle-ci commence par cette phase exploratoire consistant à repérer l'éventail du vécu des répondants dans les 6 domaines suivants : famille, école, amis, loisirs, santé, activités nouvelles et activités stoppées. Les questions ouvertes permettent de recueillir leurs préoccupations pour chacun de ces domaines. La période couverte par l'enquête va du 21 avril au 31 mai. Elle chevauche ainsi la période de semi-confinement (13 mars – 11 mai 2020) décrétée par les autorités fédérales et la période de déconfinement progressif. Cela nous permet de voir quelques différences entre ces deux périodes.

Notre choix de recueillir l'expérience « sur le vif » a été fait pour le risque de voir s'estomper le souvenir de l'expérience vécue. En effet, la déperdition d'informations récoltées peut être assez importante lorsqu'elle est reliée aux souvenirs plus qu'à l'expérience immédiate. Ce choix a cependant limité le nombre de répondants (157) car il n'a pas été possible dans un si court laps de temps d'avoir la collaboration des départements de l'instruction publique des cantons romands pour diffuser notre enquête exploratoire dans les écoles. Les préparatifs de la rentrée scolaire du 11 mai les ont en effet empêchés d'accéder à notre demande. Par conséquent, notre demande de participation à cette enquête a été relayée principalement à travers des institutions actives dans le domaine de l'enfance. Nos remerciements pour leur précieuse collaboration vont à (dans l'ordre alphabétique par cantons) : Madame Cristel Berset, Déléguée à l'enfance et à la jeunesse du canton de Fribourg ; Mme Davinia Ovetto Bondi, Présidente de l'association Bureau des droits de l'enfant – Genève, ainsi que le Délégué à la jeunesse de Vernier, l'Hospice général, la FASE, le GLAJ-GE, Insieme et la FAPEO, dans le canton de Genève ; Mme Samantha Ramos, Déléguée interjurassienne à la jeunesse ; Mme Sophie Neuhaus, Déléguée à la jeunesse du canton de Neuchâtel ; Monsieur Cédric Bonnébault, Délégué à la jeunesse du canton du Valais ; en enfin, *last but not least*, à commission de coordination de la Politique de l'enfance et de la jeunesse du canton de Vaud, en particulier Mme Latha Heiniger.

La commission d'éthique de la Faculté des sciences de la société de l'Université de Genève a approuvé la démarche d'enquête. Sa mise en œuvre a été relativement lourde, car il a fallu obtenir le consentement parental en passant par les entités susmentionnées. Les parents devaient alors nous communiquer une adresse e-mail à laquelle nous pouvions envoyer le questionnaire en ligne. Enfin, les enfants ont pu répondre au questionnaire en ligne. Cela explique le fait que le nombre de répondants (157) est en fin de compte assez restreint. Nous remercions d'autant plus les enfants et adolescents qui ont consacré du temps à répondre au questionnaire dans cette période perturbée. Ils ont été nombreux à nous remercier, en fin de questionnaire, de leur avoir donné l'occasion de s'exprimer sur leur vécu durant cette période. Nous espérons que cette enquête reflète suffisamment leurs préoccupations et contribue ainsi au dialogue intergénérationnel.

Avec ce nombre relativement restreint de répondants, nous interprétons avec prudence les tableaux statistiques que nous pouvons dégager. On ne saurait en effet parler que de tendances et celles-ci pourront être affinées ultérieurement. Notre analyse est donc avant tout *qualitative*. Elle consiste à explorer l'éventail des thématiques évoquées par les répondants dans les 6 domaines susmentionnés. Avec le repérage de ces thématiques, dont certaines sont étonnantes, il sera possible de construire des questions et des hypothèses auxquelles une ou plusieurs recherches pourront ultérieurement répondre. Nous pouvons estimer que l'expérience du Covid-19 chez les enfants de 11 à 17 ans de Suisse romande est *qualitativement* bien reflétée. Nous dressons un tableau général et mettons aussi l'accent sur des résultats surprenants qui contredisent aussi un certain nombre de stéréotypes qui circulent couramment sur l'enfance et la jeunesse. Cela nous amène à replacer le vécu des répondants dans le contexte plus large de questions sociétales, avec une mise en perspective des résultats par comparaison avec d'autres recherches. Nous terminerons par des recommandations pour la recherche et la pratique.

Analyse des données

Il y a eu 157 répondants, dont 87 filles (55%) et 70 garçons (45%). Les enfants âgés de 11 à 13 ans représentent la majorité des répondants (57%). Le sondage a donc intéressé davantage les enfants que les adolescents (les 16-17 ans ne représentent que 15% des répondants). La répartition des répondants par canton est la suivante : 73 (46%) de Vaud, 26 (17%) de Genève, 21 (13%) du Valais, 19 (12%) de Neuchâtel, 14 (9%) de Fribourg et 4 (3%) du Jura.

Près de 2/3 des répondants (62%) vivent dans des logements ayant entre 5 et 7 pièces. 45% habitent dans une maison et 55% dans un appartement. Ce type de données sur le genre et la taille du logement des enfants ne permettent pas d'émettre de conclusions sur le niveau socio-économique des répondants, néanmoins, d'autres informations nous permettent de faire des hypothèses sur le « confort matériel » des enfants. En effet, un nombre significatif de répondants indiquent disposer d'un espace individuel (une chambre, une salle de jeu ou un bureau par exemple) où ils peuvent passer du temps seuls. 2.5% des répondants ne disposent pas d'un endroit pour s'isoler des autres membres de la famille et 2.5% indiquent que cela dépend des semaines soit parce que leurs parents se partagent la garde de l'enfant soit parce que le travail des parents les oblige à s'absenter de la maison certains jours.

Ci-dessous, les résultats sont analysés selon les domaines investigués, à savoir les changements dans la vie familiale, dans la vie scolaire, au niveau des amis, des loisirs, de la santé, et des activités.

Changements dans la vie familiale

On constate que pour une très grande majorité (79%), soit 124 répondants, la vie familiale est plus ou moins pareille. 20 enfants (13%) estiment que leur vie familiale va mieux qu'avant le confinement, et 12 enfants (8%) estiment que qu'elle va moins bien. La période de confinement a permis à certains enfants de trouver un équilibre familial plus stable. En effet, le fait de manger à des heures plus régulières est un exemple intéressant. On constate que 93 enfants (60%) mentionnent cela ainsi que le fait d'avoir davantage de loisirs communs et de discussions. Le fait d'avoir davantage de complicité et de dialogue est apprécié par 29 enfants (18%).

« Nous passons plus de temps ensemble, nous profitons de faire de nouvelles choses, nous apprenons à vivre tous ensemble, nous nous partageons les tâches ménagères (cuisine, ménage...) »

Les aspects négatifs concernent surtout les disputes ou conflits plus fréquents (mentionnés 45 fois), la mauvaise humeur et la frustration (mentionnées 21 fois). Le fait de ne pas pouvoir passer du temps avec certains membres de la famille (grands-parents, frères et sœurs, parents qui travaillent dans le corps médical/social) n'a été problématique que pour une petite minorité, à savoir 6 enfants (4%). Le fait d'avoir davantage de responsabilités, comme les tâches ménagères n'a gêné que 4 enfants (2,5%), mais le même nombre voit ces responsabilités supplémentaires comme positives. Certains enfants expriment un mal-être lié à la proximité familiale (14 réponses mentionnent cet aspect du confinement). Ceux-ci expriment leur frustration de ne plus pouvoir se retrouver seul et, parfois, un sentiment d'être surveillés par leurs parents.

« Ce qui a changé de manière négative c'est le fait qu'on est tout le temps ensemble et que je commence à saturer. Mon père a son bureau juste à côté, je ne peux donc pas me permettre de faire du bruit ou de le déranger dans son travail. Une des choses qui me permet de m'évader c'est la musique, musique que je ne peux plus écouter dans ma chambre ou j'ai tout mon matériel. »

« On doit toujours jouer, manger et dormir ensemble c'est un peu énervant. On doit aussi faire le ménage au moins 2 fois par semaine. »

Cette réponse démontre le besoin pour l'enfant d'avoir un espace individuel non seulement physique mais aussi émotionnel et mental. Par ailleurs, comme indiqué précédemment, une grande majorité des répondants (93%) disposent d'un espace individuel (une chambre, une salle de jeu ou un bureau par exemple) où ils peuvent se retrouver seuls. En passant plus de temps avec leur famille, les enfants ont ainsi peut-être moins de temps pour gérer leurs émotions et prendre du recul par rapport à la situation vécue. Sans que l'on soit en mesure toutefois de lier cela à une absence d'espace individuel, l'accroissement des tensions/conflits (45 mentions) et un sentiment de frustration/mauvaise humeur (21 mentions) au sein de la famille sont parmi les éléments qui apparaissent le plus souvent dans les réponses. Ces tensions sont évoquées également par les répondants qui disent que leur vie familiale est plus ou moins pareille. Il n'est donc pas possible de conclure que le confinement a globalement amélioré la vie familiale. Si cela peut être le cas pour certains et sous certains aspects seulement, le confinement a sans doute exacerbé des tensions qui étaient déjà présentes, sous une forme manifeste ou latente. Aucune mention de violence domestique n'a cependant été faite. Il faudrait davantage de données et de recul pour estimer quelle est l'évolution de la problématique. Avec la prudence requise en regard de la représentativité de notre enquête nous constatons par ailleurs que très

peu de répondants (3) mentionnent le fait d'être stressés par la crise sanitaire. Ce résultat surprenant suggère une piste de réflexion à creuser dans des recherches ultérieures. On pourrait émettre l'hypothèse que si de manière générale les enfants ont été « bien préparés » à la crise sanitaire (en leur expliquant ce qu'il se passe, ce qu'est le COVID-19), l'autonomie des enfants dans la régulation de leur bien-être émotionnel a pu être par ailleurs réduite par une attention accrue des parents parfois perçue comme exagérée. Le débat sur l'équilibre à trouver entre protection et autonomie de l'enfant pourrait être poursuivi avec davantage d'observations et de données recueillies sur ces aspects.

Changements dans la vie scolaire

Il y a une moitié des répondants pour qui l'école à distance ne change pas grand-chose dans leur vécu de la vie scolaire et une autre moitié pour qui elle s'est soit améliorée soit péjorée. Parmi la moitié qui ressent un changement de signification, 49 enfants (31%) évoquent une péjoration et 29 enfants (19%) une amélioration. On constate donc qu'environ 2/3 des enfants qui ressentent un changement dans leur vie scolaire le vivent mal. Cela confirme les craintes autour d'un écart grandissant entre les élèves dû à la formation à distance, corroborées par d'autres études qui concluent que les « perdants de l'éducation » dans la situation actuelle sont probablement des élèves issus de milieux socio-économiquement (très) défavorisés (Huber et al. 2020).

Du côté des changements vécus positivement, on constate que 68 répondants (43%) mentionnent une plus grande autonomie dans leur parcours scolaire. 18 répondants disent qu'ils ont moins de travail. Si certains estiment qu'il est plus facile de travailler à la maison, en prenant leur temps et en pouvant faire appel à leurs parents (8 mentions), d'autres trouvent au contraire que le télétravail leur permet d'aller plus vite (11 mentions). Ils n'ont plus besoin d'attendre sur leurs camarades :

« Je suis plus rapide que la plupart des élèves de ma classe ce qui fait que j'avais souvent du temps d'attente entre les exercices. Maintenant, je peux travailler à mon rythme ».

Ainsi, la période de confinement a permis à certains élèves de développer une nouvelle forme d'autonomie. Si ces données sont confirmées par études à plus large échelles, cela pourrait nourrir le débat sur les modalités d'enseignement traditionnelles quant à la place qu'elles laissent à la réflexivité de l'élève et à son autonomie dans l'apprentissage :

« Ce qui a changé de manière positive, c'est que je suis beaucoup moins stressé qu'avant vis-à-vis de l'école et du travail à fournir. Je trouve que nous sommes plus libres qu'avant et que cela nous permet de travailler notre autonomie ».

Mais cela ne doit pas cacher les aspects négatifs du confinement qui sont prioritairement le manque de progrès et le nombre de matières couvertes lors du confinement (29 mentions) ainsi qu'une démotivation générale (30 mentions). Le confinement accentue par ailleurs les inégalités scolaires, car avec la fermeture des écoles l'implication accrue des parents dans la scolarisation à distance augmente l'effet du *curriculum caché*, c'est-à-dire les inégalités scolaires liées à la possession différentielle de capitaux économiques, sociaux et culturels (Bourdieu & Passeron, 1970). Avec le mode d'apprentissage collectif qui disparaît, les échanges multilatéraux en classe, dynamique fondamentale de l'apprentissage par comparaisons, saisie des nuances et adhésions concertées, font cruellement défaut. Cela favorise les élèves qui ont déjà de plus de facilité dans l'assimilation active des enseignements

et qui proviennent principalement de milieux économiquement, socialement et culturellement favorisés. Cela prouve à nouveau l'importance des ressources l'élève trouve en dehors de l'école et qui avaient déjà été relevée par le pédagogue et philosophe John Dewey il y a un siècle (Dewey 1916). Lorsque ces ressources sont limitées, l'élève est désavantagé ; il effectue son parcours scolaire avec moins de ressources externes que les autres. Cela a pu se péjorer durant le confinement pour les élèves les plus faiblement dotés en assistance parentale, car celle-ci a baissé chez les parents exerçant les professions « vitales », contraints de s'exposer davantage au risque de contracter le COVID-19 et donc plus absents, stressés et moins disponibles pour leurs enfants.

Mais la question de l'autonomie de l'élève est une question complexe, elle n'est pas simplement corrélée au niveau socio-économique. Par ailleurs, l'autonomie peut aussi être difficile à gérer, car la motivation à travailler peut aussi baisser, surtout lorsque les occasions de faire d'autres choses sont plus nombreuses (ce qui est le cas pour les jeunes de classes plus aisées). Des enfants de familles aisées évoquent le fait d'être isolé chacun dans sa chambre, ce qui réduit leur motivation à travailler. Le sentiment de dispersion et d'anomie (sentiment de perte de repères normatifs) affecte aussi les enfants de classes aisées :

« Ce qui a changé de manière négative, c'est le fait que l'envie de travailler est bien moins présente puisque nous sommes dans nos chambres qui sont normalement l'endroit où l'on se repose après l'école. Le cadre de l'école aide à se concentrer et être en condition de travail. Le fait que personne ne gère la situation est aussi un facteur de stress je trouve ».

Il n'y a donc pas de corrélation linéaire entre positions sociales (classes sociales, en termes de moyens matériels à disposition) et « confort scolaire ». La scolarisation en mode présentiel apparaît donc comme un élément de « cadrage » très important pour la motivation des élèves : « *Le cadre de l'école aide à se concentrer et être en condition de travail* ». La promiscuité n'est donc pas le seul facteur explicatif d'une difficulté scolaire accrue. Il n'y a pas de corrélation absolument linéaire entre réussite scolaire et classes sociales (même si la tendance existe, la thèse de la reproduction sociale formulée par Bourdieu et Passeron il y a 50 ans a ses limites). Notre sondage révèle que l'inconfort des élèves peut venir d'une autonomie difficile à acquérir ou à gérer, et ceci est en lien avec le brouillage des responsabilités entre enseignants et parents :

« Mes parents me demandent presque tous les jours ce que j'ai à faire. On doit vérifier plusieurs sources pour savoir ce qu'on doit faire. C'est plus tentant de ne pas travailler ».

Donc il n'y a pas de corrélation strictement linéaire entre ressources (capitaux économiques, sociaux et culturels) et reproduction des inégalités scolaires (thèse de Bourdieu et Passeron) : il y a aussi le facteur personnel, la capacité réflexive de l'individu qui développe plus ou moins bien son autonomie (voir François Dubet, le « métier d'élève »). La fonction d'éducation universelle, qui rappelle les considérations d'Emile Durkheim et de John Dewey notamment, respectivement sur l'importance d'une « culture commune » et de la nécessité d'intéresser les enfants (socialisation aux intérêts d'une société) : or, ces intérêts sont devenus encore plus flous, voire contradictoires, avec la crise du Covid-19. L'anomie (perte de repères) dénoncée par Durkheim il y a plus d'un siècle est une thématique plus actuelle que jamais.

Par ailleurs, une minorité d'enfants ayant répondu au questionnaire après le 11 mai expriment une certaine inquiétude concernant leur avenir scolaire. La suspension des tests scolaires est ainsi perçue comme un aspect négatif du confinement.

Changements au niveau des amis

12 enfants (8%) estiment que leur vie avec les amis va mieux qu'avant le confinement, 65 enfants (42%) estiment que qu'elle va moins bien, et pour 79 enfants (50%) elle est restée plus ou moins pareille.

Les aspects positifs mentionnés sont le fait d'avoir davantage de contacts téléphoniques (audio ou vidéo) avec les amis. Cela est mentionné par 23 enfants (15%). Par ailleurs, 21 enfants disent qu'ils ont pris conscience de l'importance des amis et 7 évoquent les possibilités de jouer à des jeux en ligne entre amis.

« On est plus solidaire et on se rend compte de l'importance des contacts et des moments qu'on passe avec nos amis. »

« On redécouvre face Time, on peut continuer malgré ça à discuter avec ses amis grâce à la technologie. Ça m'a rapproché de certains de mes amis. »

Parmi les aspects négatifs, 108 enfants (69%) disent qu'ils souffrent de la diminution des contacts en général, et en particulier de ne pas ou moins voir leurs amis en personne. Et 24 (15%) enfants disent que la distanciation entraînent moins de partage entre amis : ils disent avoir moins de choses à se dire.

« Je ne peux pas voir mes amis ce qui a été un peu déroutant au début car j'ai l'habitude de manger avec eux 5 fois par semaine. »

« On ne se voit que par appel, donc il est plus difficile de parler de chose personnel, et nous sommes du coup moi proche qu'avant. »

Une minorité d'enfants relève une certaine difficulté à reprendre une vie sociale « normale », à se retrouver entouré de monde à nouveau :

« Le fait de se revoir en demi classe est assez gênant. On a été coupé de notre vie sociale et, en quelque sortes, du monde pensant 2 mois, donc, de fait, certaines relations ont moins tenues que d'autres. La vie amicale reprend... mais la vie amoureuse a pris du retard... Le semi-confinement a changé certains amis dans leur façon de penser. Certains ont pu sortir d'autres non (mon cas et celui d'une amie), et cela se voit tout de suite. Ils ont l'air d'être vidés de tout âme. Le fait de revoir du monde les "choquent" un peu. On pense aussi que l'on a passé 2 mois à la maison sans éventuels amis, on en retrouve la moitié et pourtant, nos parents nous interdisent de les voir à l'extérieur, c'est assez frustrant... ».

« Je trouve que j'ai perdu un peu l'habitude de voir mes amis et d'avoir un « contact social » avec eux ».

« Vu que je ne les ai pas vus depuis un moment c'est un peu dur de se retrouver mais on est content de se revoir ».

Conjointement avec le stress éprouvé par une minorité de participants au sujet de l'absence de tests, cet élément pourrait traduire le besoin éprouvé par certains enfants d'être accompagnés pendant cette période de transition/déconfinement.

Changements au niveau des loisirs

32 enfants (21%) estiment que leur vie au niveau des loisirs va mieux qu'avant le confinement, 74 enfants (48%) estiment que qu'elle va moins bien, et pour 47 enfants (30%) elle est restée plus ou moins pareille.

Parmi les aspects positifs, 67 enfants (43%) disent avoir davantage de temps pour les loisirs (par exemple, les jeux vidéo, le bricolage, la musique, la lecture et la cuisine ; il est intéressant de voir la cuisine mentionnée comme loisir). Et 23 enfants (15%) évoquent les opportunités de faire des activités différentes, notamment le fait d'avoir des activités créatives en solitaire. Une plus grande liberté de choisir ce que l'on veut faire, et quand on veut le faire, est mentionnée par 10 enfants, tandis que 9 enfants disent apprécier le fait d'avoir davantage de loisirs en famille, et 7 apprécient d'avoir plus de temps pour le sport.

« Je me suis consacré plus assidûment à mon sport (vélo) car j'avais plus de temps à disposition. Également la découverte d'autres loisirs que je n'avais pas eu l'occasion de pratiquer avant. »

Parmi les aspects négatifs, les aspects qui sont mentionnés sont le fait d'avoir moins de sport (interruption des entraînements et des compétitions). Cela concerne 53 enfants (34%). Par ailleurs 35 enfants (22%) disent souffrir du fait de ne plus avoir des loisirs en extérieur, ces derniers étant non remplaçables à la maison faute de place. Et 15 enfants disent regretter les loisirs avec les amis. C'est ainsi clairement le domaine des loisirs qui pose le plus grand problème aux répondants qui se retrouvent non seulement privés d'exercer les loisirs qu'ils apprécient mais également du lien social que ces activités permettent.

Changements au niveau de la santé

19 enfants (12%) estiment que leur vie scolaire va mieux qu'avant le confinement, 10 enfants (7%) estiment que qu'elle va moins bien, et pour 123 enfants (81%) elle est restée plus ou moins pareille.

Il est surprenant de voir qu'en pleine pandémie, très peu d'enfants mentionnent un stress ou une peur liée à la situation (9 mentions). Certains expriment même au contraire ressentir moins de stress pendant le confinement (15 mentions), être de meilleure humeur (6 mentions) ou avoir plus de temps pour penser à soi (7 mentions).

12 réponses mentionnent néanmoins un autre mal-être émotionnel : une dépression, sentiment d'isolement et de solitude pendant le confinement. Ce mal-être semble toutefois plus lié aux restrictions mises en place lors du confinement qu'à la situation sanitaire elle-même :

« Je bougeais beaucoup moins et je broyais des idées noires. Et je pense que sauter des repas c'est mauvais mais je l'ai fait, je voulais perdre du poids ».

Parmi les aspects positifs au niveau de leur santé, 23 enfants (15%) disent pratiquer davantage de sport qu'avant le confinement, et 7 disent avoir davantage de temps à l'extérieur (pour des ballades dans la nature). Au niveau de l'alimentation, 12 disent manger plus sainement. Le bien-être physique s'est amélioré pour 17 enfants (11%) qui disent ressentir moins de fatigue car ils ont plus d'heures de sommeil, 15 enfants (10%) se disent moins stressés, et 7 (4%) disent apprécier d'avoir plus de temps pour penser à soi.

« J'ai eu plus le temps de sortir, de courir et de faire du volley avec mon père et mon frère. Je pouvais mieux dormir car je n'étais pas stressée à cause des tests. »

« Je mange un peu plus sainement qu'avant et je fais plus attention à manger des produits locaux qui viennent de ferme ou de petits commerces. »

Parmi les aspects négatifs, le fait de faire moins de sport et de passer moins de temps à l'extérieur est mentionné par 35 enfants (22%). Par ailleurs, 14 enfants (9%) disent manger davantage (grignotage). Le bien-être physique s'est péjoré pour 11 enfants (moins d'énergie, davantage de fatigue, douleurs au dos ou à la tête, une moins bonne hygiène).

« J'essaye de faire attention mais c'est très dur de ne pas trop manger car comme je n'ai pas grand-chose à faire, je mange pour me passer le temps. »

« Avant le confinement je faisais plus de sport mais maintenant je peux moins sortir alors ma condition physique a pas mal baissé. »

Changements au niveau des activités

Les principaux changements dans les activités montrent une progression des activités physiques (ballades, yoga, musculation, fitness, etc.). Cela concerne 56 répondants (36%). Les relations et l'organisation de la vie familiale ont été modifiées de la manière suivante : une utilisation plus intense des appels audio (et Facetime) pour 23 répondants (15%), une participation aux tâches ménagères pour 22 répondants (14%), davantage d'activités en famille (sports, jeux) pour 11 répondants (7%). 34 enfants (22%) ont expérimenté de nouvelles activités créatives, comme le dessin, la peinture, le bricolage et la couture. 29 enfants (18%) se sont mis à cuisiner, 11 (7%) à lire (davantage) et 14 (9%) ont commencé à regarder (davantage) la TV/Netflix.

Parmi les activités auxquelles il a fallu mettre un terme provisoire, on trouve en premier lieu les activités sportives et la danse : cela concerne la moitié des enfants interviewés (80). Ensuite, ce sont les relations qui ont été le plus affectées : 69 enfants (44%) disent avoir dû renoncer à voir leurs amis et à faire la fête avec eux, tandis que 14 (9%) déplorent de ne pas pouvoir voir leurs grands-parents. Il est surprenant de voir que seuls 2 enfants déplorent le manque de gestes affectifs. Parmi les autres activités auxquelles il a fallu renoncer on trouve le fait de faire du shopping (11 enfants), d'aller au restaurant (10 répondants), au cinéma (6 enfants), au cours de musique (6 enfants), aux scouts (5 enfants).

Prise de décision concernant les activités nouvelles et stoppées pendant le confinement

Pour leurs nouvelles activités (principalement les sports, les jeux et les activités en famille) environ 66% ont pris la décision eux-mêmes.

Les activités nouvelles qu'on leur a demandé de faire comprennent surtout les tâches ménagères : cela concerne 15% des répondants.

Environ 20% parlent de négociation : ils répondent qu'on leur a demandé de faire de nouvelles activités mais qu'ils en choisissent certaines. De même, certaines activités leur ont été proposées par leurs parents. Les enfants ont ainsi eu le choix d'accepter leur suggestion ou non. Ces réponses démontrent que les enfants et les jeunes font preuve d'un assez grand esprit d'initiative. On peut ici parler d'agentivité, c'est-à-dire de la capacité d'influencer son environnement, de *l'agencer* en lui imprimant une volonté propre.

Les activités auxquelles les enfants et les jeunes ont dû renoncer sont évidemment celles qui impliquaient des contacts rapprochés : principalement faire du sport, de la danse, voir des amis, aller en ville, au restaurant, faire du shopping, aller au cinéma, etc. Les empêchements ont été imposés dans 75% des cas. 5% répondent que c'est en partie eux qui ont décidé d'arrêter des activités. 6% ont décidé tous seuls.

Si l'arrêt des activités est largement perçu comme imposé aux enfants (118 participants expliquent ne pas avoir eu le choix), il est intéressant de voir que pour de nombreux enfants les nouvelles activités traduisent principalement des initiatives personnelles : 104 participants expliquent avoir décidé eux-mêmes de commencer une nouvelle activité (principalement une activité sportive, des jeux et loisirs créatifs), 25 participants ont répondu « les deux », ou « ça dépend » - reflétant ainsi la possibilité pour ceux-ci de participer dans la prise de décision. Et par conséquent, dans l'aménagement de leur quotidien durant le confinement.

Conclusion

Les résultats montrent une assez grande diversité dans le vécu des enfants et adolescents par rapport aux mesures de confinement. Notre enquête confirme des tendances constatées à plus large échelle (Larkins et al. 2020, Huber et al. 2020) montrant que le confinement exacerbe le cumul des désavantages et la vulnérabilité des enfants déjà marginalisés.

Comme déjà relevé par ailleurs (Stoecklin, 2020), le vécu des enfants face au virus COVID-19 ne fait pas l'objet d'une grande attention, et le sondage que nous menons auprès d'enfants et de jeunes de 11 à 17 ans est surtout relayé par des associations déjà proches des enfants. Les pays dits développés semblent dépourvus de mécanismes efficaces et systématiques de collecte des besoins et des opinions des enfants dans les situations de crise, ces dernières étant prioritairement vues sous l'angle des crises humanitaires affectant les pays dits en développement. Cependant,

« Comme des recherches antérieures auprès de 552 enfants d'horizons divers, au Royaume-Uni, en Espagne, en Grèce, au Portugal et en Italie ont montré qu'en réponse aux risques et aux catastrophes :

- Les enfants veulent être informés des risques
- Les enfants veulent savoir quoi faire dans les espaces publics
- Les enfants veulent jouer un rôle dans le renforcement de la résilience communautaire » (Larkins et al. 2020, p. 5, *traduction de l'auteur*).

Or, les enfants sont très peu consultés, voire pas du tout. On pense pour eux... (Stoecklin, 2020).

Dans l'étude Huber et al. (2020), on constate que les élèves s'appuient beaucoup sur les parents et sur leurs amis. Il est intéressant de constater qu'un tiers des enfants apprennent conjointement avec des amis à travers notamment Skype (p. 27). Cet élément montre aussi que les enfants trouvent par eux-mêmes des moyens de substitution pour pallier à l'absence des enseignants. On peut dire qu'ils agissent de manière beaucoup plus responsable que ce que l'idée générale qu'on se fait de leur degré de maturité.

Ces résultats confirment le décalage entre le vécu des enfants et leur représentation sociale. En effet, l'inventivité des enfants (solutions de rechange) contribue à leur agentivité (influence sur l'environnement). Les voir comme des acteurs réinventant les pratiques (approche interactionniste) et non pas comme des agents subissant les contraintes (approche déterministe)

permet d'éclairer des variables qui sont trop souvent absentes des analyses, comme par exemple le bien-être subjectif (études sur le well-being), le rapport à l'État et à ses représentants (les enseignants), les interactions et l'intégration sociale directes et médiatisées (smartphone), la conscience des droits et de leurs violations, etc.. Ces variables viennent en effet moduler les corrélations entre déterminants socio-économiques et trajectoires scolaires (thèse de la reproduction de Bourdieu et Passeron). Il est même possible que ces ensembles de variables « normatives » ou « culturelles » aient un poids causal plus important que les corrélations établies en fonction des variables « structurelles » (âge, classes sociales, ethnicité, genre). Avec le bouleversement des habitudes (notamment scolaires) les déterminations vont être reconfigurées et, à cette occasion, les phénomènes pourraient apparaître sous un éclairage nouveau également.

Parmi les variables évoquées, qui gagnent probablement en importance, il y a le sentiment de bien-être (well-being). Ce sentiment est notamment lié au sens donné aux choses, et donc à l'autonomie du sujet « signifiant », donneur de sens. Par conséquent, le degré d'autonomie des enfants, et l'estime de soi qui va avec, est extrêmement important.

Nos constats nuancés doivent permettre de considérer la nécessité accrue d'augmenter le lien social et d'y répondre de manière appropriée par des politiques qui ne visent pas simplement un retour à la « normale » (car la norme justement est plus floue que jamais) mais qui permettent aux enfants de participer davantage aux politiques publiques en étant entendu sur toute question les intéressant. Or, actuellement c'est bien le contraire qui se passe. On écoute encore moins les enfants, sous prétexte de l'urgence de la situation.

Recommandations

Nous émettons ici des recommandations pour la recherche et pour la pratique.

Recommandations pour la recherche :

Constatant une certaine tension entre l'autonomie des enfants dans la régulation de leur bien-être émotionnel et l'attention accrue des parents, des recherches ultérieures pourraient mettre l'accent sur l'équilibre entre protection et autonomie de l'enfant.

Des études plus approfondies devraient vérifier et affiner les causes du creusement des inégalités scolaires. Ce phénomène est attesté par d'autres études (Huber et al. 2020), montrant un écart grandissant (*Schereneffekt*) parmi les écoliers à l'intérieur et entre les écoles. Dans l'étude en Allemagne, Autriche et Suisse alémanique, on relève qu'un élève sur cinq doit emprunter l'ordinateur des parents (Huber et al., 2020, p. 23). Nous n'avons pas posé cette question dans notre enquête, et il faudrait le faire dans une enquête ultérieure. Mais la question de l'accès aux technologies numériques n'est pas le seul indicateur des inégalités scolaires, même s'il est important. La problématique est en effet plus complexe. Sur 157 réponses, 7 participants ont mentionné avoir une famille de 6 personnes ou plus. Sur ces 7 réponses, 4 mentionnent des tensions et des disputes plus fréquentes au sein de la famille. Concernant leur parcours scolaire, seule une personne indique avec des difficultés à comprendre le travail scolaire sans l'appui des professeurs.

D'après les données récoltées, ceux qui vivent dans de petits logements (3 à 4 pièces) ne semblent pas avoir de problèmes différents de ceux indiqués par les autres répondants. Dans le cadre familial, certains n'ont relevé aucun changement négatif ou n'ont pas répondu à la

question. D'autres mentionnent des conflits, des tensions plus fréquentes. Concernant leur vie scolaire, 5 sur 13 réponses mentionnent des difficultés à travailler sans l'aide des professeurs ou une prise de retard. 2 répondants ne voient pas de changements et 2 autres n'ont pas répondu à la question. Enfin, 7 sur 13 répondants expliquent apprécier de pouvoir organiser leur travail comme ils le souhaitent et, par la même occasion, apprendre à développer leur autonomie.

Il semblerait que ceux qui n'ont pas d'espace individuel ne vivent pas forcément dans de petit logement. En effet, mis à part un logement à 3,5 pièces, tous les autres logements vont de 5 à 10 pièces. Ceux qui n'ont pas d'espace individuel ne semblent pas avoir de difficulté particulière à l'école, autre que la difficulté à comprendre sans l'aide de l'enseignant-e ou le manque de motivation lié au fait d'être seul ou du programme scolaire restreint. Par ailleurs, concernant les changements positifs du confinement sur leur vie scolaire, certains indiquent même être plus efficace qu'à l'école et avoir plus de motivation. Pour mieux saisir cette complexité, on peut émettre l'hypothèse que les modalités d'enseignement ont des impacts importants non seulement sur l'apprentissage des matières mais aussi sur les possibilités, très variables entre les élèves, d'utiliser les ressources dont ils disposent en dehors de l'école. Nous recommandons par conséquent une approche systémique de cette question.

Nous avons également vu que les enfants ont aussi été capables d'inventivité et de résilience. Ils ont développé leur « agentivité », leur capacité à avoir prise sur l'environnement. Il faut encore mieux comprendre les mécanismes sociaux et individuels qui président à cette agentivité. L'approche par les capacités (Sen 1999, Nussbaum 2011) appliquée aux enfants et à leurs droits (Stoecklin & Bonvin 2014) contribuent notamment déjà à mettre en évidence les facteurs qui favorisent ou freinent la capacité participative des enfants. Des études plus spécifiques sur la période de confinement permettrait d'apporter des éclairages nouveaux et complémentaires très précieux.

Notre sondage n'a pas pu aborder ou creuser des points importants soulevés par d'autres études au niveau européen. Cependant, nous avons collaboré à une enquête portant sur 20 pays européens (Larkins et al. 2020) qui a montré les conséquences de la pandémie et de certaines des mesures qui ont été introduites dans de nombreux domaines. Nous en reproduisons la liste (voir Stoecklin 2020) pour simplement indiquer les domaines dans lesquels des recherches ultérieures devraient être conduites :

- Les inégalités de santé
- Les obstacles à la communication et à l'information
- La dépendance numérique
- L'éducation (accès, pression et inégalités éducatives)
- Les besoins essentiels (nourriture, eau, logement, gaz, électricité, fournitures médicales)
- La garde d'enfants et la sécurité
- La santé mentale et le bien-être (y compris l'isolement et le deuil)
- La participation (les services ne comprennent pas les besoins et les enfants manquent d'influence)
- L'exposition à la violence
- Les changements dans la vie de famille
- Le revenu et l'emploi (pour les familles et les jeunes, en particulier les travailleurs informels)
- L'inaccessibilité des services (manque de personnel, dépendance numérique, restrictions des déplacements)
- Discrimination (exclusion et ciblage) (Larkins et al., 2020, pp. 5-6, *traduction de l'auteur*).

Recommandations pour la pratique :

Nous prenons les droits de l'enfant comme fondement normatif des recommandations, et en particulier « l'intérêt supérieur de l'enfant » (art. 3 CDE). Nous nous situons donc bien dans la démarche scientifique du « rapport aux valeurs » préconisée par Max Weber, dans laquelle nous observons les comportements des acteurs sociaux qui s'orientent plus ou moins par rapport à une valeur posée. La Convention des droits de l'enfant (CDE) ayant été ratifiée par la Suisse (en 1997), nous pouvons légitimement partir des valeurs qu'elles incarnent pour observer comment les acteurs rapportent plus ou moins leurs comportements par rapport à celles-ci. Cela permet d'éviter tout jugement de valeurs.

Nous pensons qu'il est utile de rappeler les recommandations du comité des droits de l'enfant et reprenons ici les recommandations également formulées dans une publication scientifique qui vient de paraître (Stoecklin 2020). Le comité est en effet préoccupé par le rétablissement du droit international, qui ne doit pas être prolongé au-delà du strict nécessaire à cause des circonstances exceptionnelles actuelles. Il insiste aussi pour qu'il y ait davantage de participation des enfants et des jeunes. Face au creusement des inégalités, exacerbée par le Covid-19, et aux différentes conséquences néfastes pour les enfants, le Comité des droits de l'enfant a exhorté les États signataires au respect des droits de l'enfant par des mesures à prendre pour faire face à la menace que représente la pandémie de COVID-19 pour la santé publique. Le Comité appelle tout spécialement les États à :

Prendre en compte les effets de la pandémie sur les droits de l'enfant dans les domaines de la santé, de la communauté, de l'éducation, de l'économie et des loisirs. Bien qu'initialement déclarées pour de courtes périodes, il apparaît clairement que les déclarations d'état d'urgence et/ou de catastrophe peuvent être maintenues pour des périodes très longues, ce qui entraîne des restrictions durables de la jouissance des droits de l'homme. Le Comité reconnaît que dans les situations de crise, le droit international des droits de l'homme autorise exceptionnellement des mesures susceptibles de restreindre la jouissance de certains droits de l'homme afin de protéger la santé publique. Toutefois, ces restrictions doivent être imposées uniquement en cas de nécessité, être proportionnées et limitées au minimum absolu. En outre, tout en reconnaissant que la pandémie de COVID-19 peut avoir un impact significatif et négatif sur la disponibilité des ressources financières, ces difficultés ne devraient pas être considérées comme un obstacle à la mise en œuvre de la Convention. Les États devraient donc veiller à ce que les réponses à la pandémie, y compris les restrictions et les décisions relatives à l'allocation des ressources, reflètent le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant (ONU, CDE, point 1, 8 avril 2020).

Dans de nombreux pays, la disponibilité des ressources financières est actuellement au centre de l'attention. Les droits de l'enfant sont, dans les faits, toujours subordonnés à des considérations structurellement mises en avant dans le débat public. Cela est encore plus flagrant en ce qui concerne les droits participatifs des enfants.

La pandémie du Covid-19 augmente le non-respect des droits de l'enfant, et on a tendance à restreindre encore davantage les possibilités de participation des enfants à la vie politique. On constate un accroissement de l'« inconfort » des enfants même dans des sociétés riches comme la Suisse. Il s'agit donc de lutter contre cet inconfort en intensifiant les politiques de l'enfance et de la jeunesse, surtout sur leur versant participatifs, et en octroyant davantage de moyens

humains et financiers pour optimiser les conditions du vivre ensemble, que ce soit à l'école, dans la vie associative (loisirs organisés), dans la sociabilité (amis), sans oublier la famille.

Les contacts avec les grands-parents sont regrettés par environ 9% (c'est assez peu). Cela suggère que les mesures de déconfinement motivées par les contacts intergénérationnels avec les grands-parents se basaient effectivement (on le supposait bien) sur l'avis de ces derniers qui souffrent probablement davantage de ne pas voir leurs petits-enfants que ce n'était le cas dans le sens inverse. C'est aussi indicatif du fait que les avis des enfants ne sont pas prioritaires dans les politiques publiques...

Dans les situations d'urgence, il est possible de « restreindre la jouissance de certains droits de l'homme afin de protéger la santé publique » (CDE 18 avril 2020). En Suisse, les droits démocratiques et la compétence des cantons ont été réduits. Il se pose toujours dans ces cas la question de soulever l'intérêt général et les intérêts particuliers. La fermeture des commerces qui ne sont pas de première nécessité, qui font partie d'intérêts « particuliers », semble avoir été déterminante pour l'intérêt général (la santé de tous). Cette relation est moins évidente en ce qui concerne la fermeture des écoles : dans quelle mesure a-t-elle contribué à freiner la propagation du virus ? La réponse à cette question est loin d'être claire. Par conséquent, on voit qu'il n'y a pas de relation stricte entre la suspension des droits humains, en l'occurrence commercer, ou aller à l'école (qui est un droit de l'enfant), et l'efficacité sanitaire de cette suspension.

Par ailleurs, on constate que les milieux qui ont le plus manifesté leur mécontentement face à la fermeture des commerces sont les milieux économiques, à cause du manque à gagner (et on les comprend). Les enfants n'ont pas manifesté leur mécontentement devant la fermeture des écoles. Par conséquent, on constate que ce sont des mesures parmi les plus efficaces pour l'intérêt général (santé de tous) qui ont suscité davantage de réactions négatives que des mesures (fermeture des écoles) dont l'efficacité n'est pas avérée. Cela montre bien, encore une fois que les enfants n'ont pratiquement aucune voix face aux lobbies qui eux peuvent se faire entendre sur la scène publique. On n'a consulté les enfants ni pour la fermeture des écoles, ni pour leur réouverture.

Par conséquent, nous recommandons une meilleure consultation et prise en compte de l'opinion des enfants sur toute question qui les intéresse, comme c'est le cas de manière évidente concernant la pandémie du Covid-19 et ses répercussions. Nous avons vu que les enfants sont capables de prendre davantage de responsabilité. Leur « agentivité » (prise sur l'environnement) mérite d'être considérée à sa juste valeur. Les enfants contribuent déjà énormément à la société, et cela a déjà été souligné par de nombreux chercheurs en sciences sociales, mais la politique peine encore à reconnaître cela. Nous espérons donc que l'exemplarité des enfants durant cette période de confinement sera perçue par les décideurs et qu'une politique de l'enfance plus participative en soit favorisée.

Références

Bourdieu, P., Passeron, J.-C. (1970). *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*. Paris : Editions de Minuit.

Dewey, J. (1916). *Démocratie et éducation*. Paris : Armand Colin

Huber, S.G. et al. (2020). *Covid-19 und aktuelle Herausforderungen in Schule und Bildung. Erste Befunde des Schul-Barometers in Deutschland, Österreich und der Schweiz*. Münster, New-York : Waxmann.

Larkins, et al. (2020). *Building on Rainbows. Supporting Children's Participation in shaping responses to COVID-19*. Rapid Assessment Report, compiled by Prof Cath Larkins, Prof Daniel Stoecklin, Rositsa Milkova, Dr Lucia Del Moral Espin, Dr Anne Crowley, Prof Maggie Mort, Prof Lucy Easthope, Mieke Schurmann, Dr Deborah Crook and Natália Fernandes, in conjunction with Eurochild members and with funding from OSF, 23 April 2020.

Nussbaum M. (2011). *Creating Capabilities. The Human Development Approach*. Harvard University Press.

Sen, A. (1999). *Development as Freedom*. Oxford: Oxford University Press.

Stoecklin, D. (2020). Les enfants face aux conséquences du COVID-19. In : Fiorenza Gamba, Marco Nardone, Toni Ricciardi, Sandro Cattacin (Dir.) (Eds). *Covid-19. Le regard des sciences sociales*. Seismo.

Stoecklin, D. & Bonvin, J.-M. (2014). *Children's Rights and the Capability Approach. Challenges and Prospects*. Children's Well-Being: Indicators and Research 8. Dordrecht, Heidelberg, New York, London: Springer.